

Ecrit par le 22 janvier 2026

(Vidéo) 46 communes vauclusiennes concernées par l'enquête publique de la Centrale biomasse de Provence



C'est l'une des plus importantes centrales biomasse de France. Elle est située à cheval sur les communes de Meyreuil et Gardanne dans les Bouches-du-Rhône, dans une ancienne tranche à charbon aujourd'hui reconvertisse. Chaque mois, le site produit l'équivalent de consommation d'une ville comme Marseille, soit 100 millions de KM d'électricité renouvelable. Pour cela, la centrale doit être alimenté à raison de 2 500 tonnes de bois par jour. Dans ce cadre, une enquête publique sera lancée concernant les 324 communes impactées

[Suite à l'arrêt du Conseil d'Etat du 27 mars 2023](#), la Cour administrative d'appel de Marseille a enjoint le préfet, par arrêt du 10 novembre 2023, à régulariser l'autorisation d'exploitation accordée à la société [Gazel Energie Génération](#) pour sa centrale biomasse, implantée sur les communes de Meyreuil et

Ecrit par le 22 janvier 2026

Gardanne depuis sa mise en service au début de l'année 2018.

Ainsi, après avoir réalisé plusieurs études complémentaires relatives à l'ensemble de son périmètre d'approvisionnement, Gazel Energie Génération a déposé l'étude d'impact mi 2024, qui a donné lieu à [un avis de l'Autorité environnementale le 5 décembre 2024](#).

324 communes concernées dans 16 départements différents

Cependant, l'enquête publique complémentaire présente une complexité particulière en réponse aux spécifications de la Cour administrative d'appel. Cela reflète notamment l'étendue du territoire à consulter, qui correspond aux zones potentiellement impactées en matière de prélèvement de bois local, soit 324 communes réparties dans 16 départements. La définition des modalités de l'enquête a donc nécessité un délai de préparation conséquent, en lien avec le tribunal administratif de Marseille et les 16 préfectures de départements concernées.

« La commission d'enquête interdépartementale a été désignée le 3 mars 2025. Le préfet souhaite à présent informer le public sur les modalités d'organisation de l'enquête publique à venir », expliquent les services de la préfecture des Bouches-du-Rhône.



La centrale peut recevoir jusqu'à 2 500 tonnes de bois par jour. DR/Gazel Energie

L'enquête publique débute le 5 mai prochain à Carpentras et Apt

L'enquête publique se déroulera du 5 mai au 6 juin 2025 inclus. Son périmètre couvre 324 communes, réparties sur 16 départements et 3 régions (Provence-Alpes-Côte d'Azur, Occitanie et Auvergne-Rhône-Alpes), afin de répondre aux attentes d'information et besoins d'expression du public. Parmi ces communes, 15 seront dotées d'un commissaire-enquêteur qui pourra éclairer le public et recevoir ses contributions à l'occasion de permanences ; la possibilité y sera également offerte d'accéder au dossier

Ecrit par le 22 janvier 2026

d'enquête, sur support papier et informatique.

Département	Commune dotée d'un commissaire enquêteur	Nombre de communes du département concernées par l'enquête publique
Alpes de Haute Provence	Les Mées	15
Hautes Alpes	Serres	28
Alpes-Maritimes	/	1
Ardèche	/	5
Ariège	/	1
Aude	/	8
Aveyron	/	1
Bouches-du-Rhône	Gardanne, Meyreuil, Bouc-Bel-Air, Aix-en-Provence, Fuveau, Saint Rémy de Provence	63
Drôme		9
Gard	Alès, Bagnols-sur-Cèze	84
Hérault	Béziers	32
Isère	/	4
Lozère	Florac-trois-rivières	12
Pyrénées-Orientales	/	1
Var	Brignoles	14
Vaucluse	Carpentras, Apt	46

Les départements et le nombre de communes concernées par l'enquête publique.

En Vaucluse, 46 communes sont concernées. Parmi elles, celles de Carpentras et Apt accueilleront un commissaire enquêteur en raison de leur accès plus aisément pour le public. Ces dernières se situent également au cœur des secteurs particulièrement concernés par les prélèvements forestiers. Des réunions publiques seront également organisées.

Concomitamment à la consultation du public, l'ensemble des conseils municipaux du périmètre d'enquête publique, ainsi que les groupements intéressés des 16 départements, seront consultés sur le dossier, pour avis.

L'ensemble du dossier d'enquête publique sera téléchargeable sur le site internet des 16 préfectures de département.

L.G.